

### **DÉCLARATION SUR L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE ET D'«ÉTAT D'URGENCE» III CONGRÈS ÉQUATORIEN D'ANTHROPOLOGIE ET D'ARCHÉOLOGIE GUAYAQUIL, ÉQUATEUR, 2008-10-10**

Nous soutenons que le patrimoine culturel est un bien d'utilité sociale, dont la garde est la responsabilité inéluctable de l'État. Par conséquent, nous rappelons que l'État, à travers le Système National de la Culture, doit diriger la poursuite de cet objectif, sans que cela n'exclue pour autant la participation active de tous les secteurs et segments de la société, puisque le propriétaire authentique de ce patrimoine est le Peuple Équatorien.

Le patrimoine culturel a un caractère exceptionnel, raison pour laquelle il ne doit pas être considéré en tant que marchandise, ni être la base d'activités à gain commercial.

Il est dans le devoir de l'État, et un impératif national d'assumer l'obligation de préserver, étudier et diffuser la connaissance du Patrimoine Culturel de la Nation.

Considérant que la pratique de l'archéologie de contrat a prouvé être hautement nuisible pour l'intégrité et la préservation du patrimoine, dans la mesure où elle répond à des intérêts privés et non collectifs, il est urgent que l'État assume son entière responsabilité telle qu'exprimée dans la Constitution Politique de la Nation.

L'Archéologie Préventive et d'"État d'Urgence" doit avoir comme but la contribution à l'explication du processus historique constitutif de la Nation, dans l'objectif de transformer la société équatorienne.

En référence aux points énoncés ci-dessus, les archéologues ainsi que les anthropologues réunis dans ce Congrès, recommandons vivement:

1. La création d'une infrastructure publique afin de mener à bien une archéologie préventive et d'"état d'urgence" adéquate.
2. La formation de cadres professionnels pertinents ainsi que des programmes académiques nécessaires.
3. L'établissement de standards et procédures publiques qui prennent en compte le processus allant de l'étude du patrimoine culturel jusqu'à sa divulgation.
4. Définir les normes qui garantissent le cycle complet du processus, depuis le registre du patrimoine jusqu'à sa divulgation. Dans ce cadre, il convient d'établir les étapes de définition des lignes directrices destinées à atteindre des protocoles standardisés pour le patrimoine culturel latinoaméricain.
5. Nous considérons hautement recommandable que la pratique archéologique prenne en compte et incorpore le point de vue et les intérêts des communes locales, tout en les rendant actrices de tout projet guidé par la préservation et l'enrichissement de la diversité culturelle du pays, en accord avec l'esprit de l'article 57, numéral 13 de la Constitution.
6. Dans la mesure du possible, la réalisation du travail d'archéologie préventive devra être menée à bien par des spécialistes nationaux.
7. Dans le but de former ces spécialistes, nous recommandons l'établissement d'accords de collaboration avec les différents pays de la région afin de créer et ensuite renforcer les cadres

## **Déclaration de Guayaquil sur l'archéologie préventive et d'urgence**

Écrit par Gaëtan Juillard

Vendredi, 10 Octobre 2008 19:04 - Mis à jour Mercredi, 12 Novembre 2008 19:30

---

de la recherche nécessaires à la garantie du sauvetage et la mise en valeur du patrimoine national.

*Fait à Guayaquil, (Équateur), le 10 octobre 2008*